



Après l'ignoble attentat contre Charlie Hebdo et ses suites, l'union nationale est un piège

Unissons nous pour la démocratie, la solidarité contre le racisme

L'attaque à l'arme lourde qui a fait 12 morts dans les locaux du journal Charlie Hebdo à Paris mercredi 7, les assassinats et prises d'otage qui ont fait 5 morts les jours suivants avant que les meurtriers ne soient abattus par la police, suscite dans tout le pays l'émotion, l'indignation, la colère et la révolte. Cette attaque terroriste est insupportable. L'exécution des salariés et des dessinateurs du journal est un crime qui nous vise toutes et tous, un crime contre la démocratie et la liberté d'expression. Les cinq meurtres qui ont suivi jeudi et vendredi sont tout aussi insupportables. Notre solidarité est pleine et entière avec les victimes de cette folie meurtrière.

Ceux qui ont commis ces crimes veulent terroriser, provoquer délibérément l'horreur et la peur, créer une situation de tension extrême, précipiter l'affrontement et la radicalisation. Le danger est immense de voir le racisme et l'islamophobie déferler. D'ores et déjà les actes contre les musulmanes (attaque contre des mosquées, agressions...) se multiplient. Il est décisif d'y opposer une condamnation et une résistance sans concession. Plus que jamais nous devons combattre toutes stigmatisations, toutes discriminations. Il faut aussi refuser toutes les mesures sécuritaires et liberticides.

Hollande appelle à l'union nationale, le PS, l'UMP organisent dimanche des marches d'union nationale auxquelles le FN, reçu par Hollande le 9 janvier, a demandé à être invité avant de se rétracter. A Paris, Merkel, Rajoy, Cameron, Renzi défilent aux côtés de Hollande et Sarkozy. Les uns et les autres cherchent ainsi à masquer leur propre responsabilité dans la dégradation sociale et politique, le climat délétère que nous connaissons aujourd'hui.

Tout en s'en défendant, ils cultivent un climat xénophobe et raciste, la peur de l'étranger, la peur de l'autre, terreau de la haine. Ils veulent ainsi diviser les classes populaires, les soumettre à leur politique, à leur ordre social qui engendrent la barbarie qu'ils prétendent combattre. Le comble du cynisme revient à Marine Le Pen qui a fait de la xénophobie, de la dénonciation des immigrés et des étrangers son fonds de commerce.

Une politique qui engendre le désespoir et la barbarie

Cette violence meurtrière et barbare ne vient pas de rien. Elle se forme au cœur de la violence sociale et morale que connaît une large fraction de la jeunesse des quartiers, la violence du racisme et de la xénophobie, des discriminations, la violence du chômage et de l'exploitation.

Cette violence barbare est l'enfant monstrueux de la guerre sociale que mènent la droite et la gauche au service de la finance.

Et aussi des guerres contre les peuples qui se sont enchaînées depuis la première guerre contre l'Irak, en Afghanistan, en Libye, en Afrique, en Syrie. C'est aussi la guerre engagée depuis des décennies contre le peuple palestinien. Des guerres qui ne visent qu'à maintenir la domination des multinationales, leur droit à piller les richesses alimentent ainsi les pires fondamentalismes réactionnaires.

Cette violence militaire barbare engendre une autre violence barbare. Il n'y a pas de réponse à la décomposition sociale dont le crime contre Charlie Hebdo est la dramatique expression sans combattre les politiques qui l'engendrent.

Pour la solidarité entre les travailleurs et les peuples

Notre solidarité avec Charlie Hebdo, avec les victimes de ce crime terroriste odieux dont certaines ont été souvent partie prenante de nos combats, c'est la lutte contre toutes les bêtises réactionnaires qui dressent les hommes et les peuples les uns contre les autres, contre tous les préjugés obscurantistes. La démocratie et la liberté d'expression ne se divisent pas, pas plus que le respect des hommes, des peuples ou de la vie humaine.

C'est pourquoi, sur nos lieux de travail et d'études, sur nos lieux d'habitation nous pouvons discuter, nous rassembler, manifester pour construire la solidarité nécessaire pour faire vivre la démocratie et la liberté, en toute indépendance des forces réactionnaires et du gouvernement.

9 janvier 2015